

ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE EN VUE DE LA REDACTION D'UN PROTOCOLE DE COORDINATION ENTRE CHEFS D'ETABLISSEMENT D'UN ENSEMBLE SCOLAIRE

Document adopté à l'unanimité par la commission permanente du 21 novembre 1997

Ce texte ne concerne pas les ensembles scolaires incluant un établissement de l'enseignement agricole qui feront l'objet d'un document complémentaire.

Préambule :

Le présent texte donne des éléments à prendre en compte pour l'élaboration d'un protocole de coordination entre les chefs d'établissement d'un ensemble scolaire. Ce n'est pas un texte normatif.

Plusieurs types d'ensembles scolaires existent dans l'Enseignement catholique.

- *Certains d'entre eux sont la conséquence de la loi du 11.07.75 qui a rendu nécessaire la distinction des établissements (école, collège, lycée) mais ces unités pédagogiques constituaient à leur origine un seul établissement ayant une tutelle et un seul organisme de gestion.*
- *D'autres ensembles scolaires ont été formés plus récemment par regroupement d'établissements afin de permettre un meilleur service des élèves et de leurs familles en proposant une continuité des études. De tels ensembles scolaires peuvent regrouper des établissements ayant des tutelles différentes, ce qui suppose, pour le moins, des accords entre les tutelles.*

Par ailleurs, des établissements se constituent en réseau, éventuellement avec un coordinateur, afin de mettre en commun des services permettant une gestion plus efficace, (dans de telles situations, le présent document peut aussi servir à définir les responsabilités de chaque chef d'établissement du réseau).

Si le protocole de coordination est à adapter à l'histoire de chaque unité pédagogique, il doit aussi permettre la vie quotidienne et le développement du groupe scolaire. C'est en fonction de l'existant que pourra être déterminé ce qui est commun aux établissements et qui nécessite donc une coordination, chaque chef d'établissement ayant à travailler dans son secteur, au service de l'ensemble des projets du groupe scolaire.

PLAN DU CHAPITRE

G45.1 PRINCIPES

- 1) Le chef d'établissement dans l'Enseignement catholique
- 2) Les responsabilités intransférables du chef d'établissement
- 3) Désignation d'un chef d'établissement coordinateur

G45.2 ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE POUR L'ELABORATION DU PROTOCOLE DE COORDINATION

- 1) Les responsabilités intransférables
- 2) Rôle du chef d'établissement coordinateur
- 3) Participation au conseil d'administration de l'organisme de gestion
- 4) Structures de concertation
- 5) Règlement des différends
- 6) Signature du protocole de coordination

G45.1 PRINCIPES

1) Le chef d'établissement dans l'Enseignement catholique :

Les références permettant de définir ce qu'est le chef d'établissement sont à prendre dans le statut de l'Enseignement catholique de 1992.

En note de l'article 3, il est écrit : ***“Dans le présent statut on entend par chef d'établissement la personne responsable d'une école, d'un collège ou d'un lycée”.***

Par ailleurs, l'article 23 précise : ***“Le directeur diocésain ou le supérieur majeur concerné nomme le chef d'établissement. Il lui donne une lettre de mission lui précisant les orientations qu'il lui est demandé de mettre en œuvre”.***

L'expression ***“la personne responsable”*** fait référence à la législation et à la réglementation relatives :

- au fonctionnement des établissements privés (*lois fondamentales de 1850, 1886, et 1919*),
- aux contrats passés par l'établissement (*loi du 31.12.1959 modifiée*).

Dans un ensemble scolaire, chaque chef d'établissement reconnu par l'autorité académique doit avoir été nommé et avoir reçu mission de l'autorité de tutelle ⁽¹⁾.

Dès lors, il est important que le chef d'établissement dispose des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes les décisions découlant des responsabilités inhérentes à sa fonction, définies par les lois et règlements.

Toute réflexion sur la rédaction d'un protocole de coordination entre chefs d'établissement appartenant à un ensemble scolaire prend en compte les conséquences de la reconnaissance par l'autorité académique de la nomination d'un chef d'établissement.

2) Les responsabilités intransférables du chef d'établissement :

Elles découlent :

- des responsabilités du chef d'établissement telles que définies par le statut et les textes et accords de l'Enseignement catholique,
- des responsabilités du chef d'établissement résultant du contrat passé avec l'Etat pour l'enseignement (*on pourra se référer aux textes des contrats-types d'association ou de contrat simple pour le premier degré*).

Le chef d'établissement ainsi désigné se trouve immédiatement investi de responsabilités personnelles et intransférables clairement définies par les textes législatifs et réglementaires découlants d'une part, de la loi fondamentale s'appliquant à l'établissement, et d'autre part de la *loi du 31 décembre 1959 modifiée* ainsi que par les textes et accords internes de l'Enseignement catholique ⁽²⁾.

Ces responsabilités ne peuvent être transférées à quiconque sauf à tomber dans le système du "prête nom", pratique illégale.

3) Désignation d'un chef d'établissement coordinateur : élaboration d'un protocole de coordination :

Dans l'intérêt des élèves et pour assurer la nécessaire continuité éducative, la bonne marche d'un ensemble scolaire nécessite la désignation de l'un des chefs d'établissement pour assurer la charge de la coordination de l'ensemble des établissements dans le strict respect des principes énoncés dans ce document.

La désignation d'un chef d'établissement coordinateur est de la responsabilité de l'autorité de tutelle après concertation avec les chefs d'établissement concernés et le ou les président(s) de l'organisme de gestion. l'autorité de tutelle précise la durée du mandat du chef d'établissement coordinateur et les modalités d'évaluation.

De même, c'est après concertation avec les intéressés et le ou les président(s) d'OGEC que la tutelle rédigera, comme annexe aux lettres de mission et aux contrats de travail des chefs d'établissement, le protocole de coordination.

G45.2 ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE POUR L'ELABORATION DU PROTOCOLE DE COORDINATION

1) Les responsabilités intransférables :

Les responsabilités suivantes sont celles de tout chef d'établissement nommé par la tutelle et cosignataire du contrat liant l'établissement à l'Etat :

• Projets de l'établissement dirigé :

Dans l'établissement qu'il dirige, le chef d'établissement est responsable de la mise en œuvre du projet éducatif – en particulier de sa dimension pastorale – et de ses projets pédagogiques ; il contribue à leur cohérence avec le projet éducatif de l'ensemble scolaire, lorsqu'il existe, il est responsable de la vie scolaire, notamment l'internat.

• Autorité sur l'équipe enseignante :

Suivant les termes du contrat passé avec l'Etat, le chef d'établissement a la responsabilité de constituer son équipe éducative sur laquelle il a autorité. Cette responsabilité s'exerce dans le respect des accords internes de l'Enseignement catholique sur l'emploi et de la réglementation.

Par ailleurs, le chef d'établissement :

- constitue les services des enseignants,
- est l'interlocuteur des autorités administratives,
- propose la note administrative (*pour les enseignants du second degré contractuels de droit public*).

• **Autorité sur les personnels non enseignants et toutes autres personnes intervenant dans l'établissement :**

Durant leur temps de travail au service de l'un des établissements du groupe scolaire, les personnels non enseignants sont placés, par délégation écrite du conseil d'administration de l'organisme de gestion, sous la responsabilité du chef de l'établissement concerné quant à l'exécution des tâches confiées ⁽³⁾.

Tout autre personne intervenant dans l'établissement est placée sous l'autorité du chef de l'établissement concerné.

• **Responsabilités vis-à-vis des élèves :**

Le chef d'établissement est responsable de l'exécution de toutes les obligations légales et réglementaire en particulier :

- de l'inscription des élèves,
- du contrôle de leur présence et de leurs déplacements, lors des sorties organisées par l'établissement,
- de leur surveillance,
- de leur suivi et de leur orientation,
- de leur inscription aux examens,
- du dialogue avec les familles,
- des mesures disciplinaires concernant les élèves.

• **Questions de sécurité :**

Le chef d'établissement est responsable de la sécurité de toutes les activités organisées sous couvert de l'établissement dirigé, qu'il les réalise lui-même ou les fasse réaliser par des tiers.

• **Budget :**

Chaque chef d'établissement :

- participe à l'élaboration du budget de l'établissement. Son avis est requis pour la fixation du montant des lignes budgétaires relatives au fonctionnement pédagogique et à l'animation pastorale et catéchétique ;
- est responsable de l'exécution de ces lignes budgétaires, sous le contrôle du conseil d'administration de l'organisme de gestion à qui il rend compte régulièrement.

2) Rôle du chef d'établissement coordinateur et domaines de coordination :

Les responsabilités intransférables étant respectées, le projet éducatif, le service des élèves et des personnels, l'histoire et le fonctionnement d'un groupe scolaire nécessitent la nomination d'un chef d'établissement coordonnant les chefs d'établissement de l'ensemble scolaire. Un protocole précise alors les domaines de responsabilités de chacun pour :

• **Le projet éducatif du groupe scolaire et les projets des établissements :**

Le groupe scolaire a habituellement un projet éducatif commun à l'ensemble des établissements. Ce projet doit pouvoir s'adapter à la spécificité de chacune des unités pédagogiques tant dans le domaine éducatif que pastoral.

La mise en œuvre de ce projet commun, en particulier dans sa dimension pastorale, est placée sous la responsabilité du chef d'établissement coordinateur. Il préside le conseil d'établissement de l'ensemble du groupe scolaire, les autres chefs d'établissement en étant membres de droit.

L'existence d'un conseil d'établissement de l'ensemble scolaire n'exclut pas l'existence de conseils par unité pédagogique (*chaque conseil étant présidé par le chef d'établissement concerné*).

• **La constitution de l'équipe enseignante :**

L'accord du chef d'établissement nécessaire pour toute nomination par l'autorité académique est donné par le chef de l'établissement où le contrat du maître sera rattaché.

Une concertation avec les autres chefs d'établissement, dont le coordinateur, est souhaitable pour la constitution des équipes d'enseignants en particulier celles des "classes charnières" entre unités pédagogiques, elle s'impose dans le cas où un enseignant partage son service d'enseignement entre plusieurs établissements du groupe scolaire.

Cette dernière règle est à retenir pour la notation administrative des enseignants du second degré.

• **La gestion des personnels non enseignants, les services communs :**

Le protocole de coordination précise les modalités de gestion :

- des personnels non enseignants (*personnels communs à l'ensemble scolaire ou personnels affectés à un établissement*),
- des instances représentatives des personnels,
- des services communs (*demi-pension, internat comptabilité, administration...*) ou des services spécifiques à un établissement (*par exemple garderie en primaire*).

• **La cohérence de la vie scolaire :**

Chaque chef d'établissement est responsable de la vie scolaire de l'établissement dirigé mais des domaines de coordination sont à envisager pour la vie scolaire de l'ensemble des établissements :

- horaires,
- discipline générale,
- cohérence entre les règlements,
- organisation des manifestations,
- ...

• **La gestion financière :**

L'élaboration du budget prévisionnel de l'ensemble scolaire et son exécution sont de la responsabilité du chef d'établissement coordinateur qui doit travailler en étroite collaboration avec ses collègues chefs d'établissement.

Chaque établissement doit disposer de lignes budgétaires pour le fonctionnement pédagogique et les activités pastorales et catéchétiques qui, une fois adoptées par le conseil d'administration de l'organisme de gestion, sont placées pour leur exécution, sous la responsabilité du chef d'établissement concerné agissant par délégation du conseil d'administration de l'organisme de gestion à qui à rend compte régulièrement.

• **Autres éléments à prendre en compte en fonction de situations particulières :**

- schéma de développement de l'ensemble scolaire,
- utilisation des locaux communs (*la gestion des locaux communs est normalement de la responsabilité du coordinateur*),
- utilisation des moyens administratifs (*accueil, secrétariat comptabilité...*),
- règles particulières pour certaines inscriptions d'élèves (*inscriptions de plusieurs enfants d'une même famille, inscriptions en fin de cycle quand existe le cycle supérieur*), pour les contentieux éventuels avec les familles (*gestion des impayés...*),
- modalités de représentation de l'ensemble scolaire connu comme tel (*le rôle du coordinateur ne devant pas exclure les responsabilités spécifiques à chaque chef d'établissement*),
- coordination de la communication interne et/ou externe.

3) Participation au conseil d'administration de l'organisme de gestion :

Chaque chef d'établissement est invité, avec voie consultative, aux réunions du conseil d'administration et du bureau de l'organisme de gestion ⁽⁴⁾.

Les délibérations relatives à la situation personnelle de l'un des chefs d'établissement se font hors de la présence de tous les chefs d'établissement.

4) Structures de concertation :

Il est souhaitable de prévoir des rencontres régulières et spécifiques aux chefs d'établissement et donc distinctes des conseils de direction incluant la présence d'autres cadres de l'établissement.

Ces réunions sont organisées à l'initiative du chef de l'établissement coordinateur.

5) Règlement des différends :

En cas de désaccord entre chefs d'établissement relatif à la vie quotidienne de l'ensemble scolaire, il appartient au coordinateur de trancher.

Il est cependant prudent de prévoir un mode de règlement des différends, par appel à l'autorité de tutelle, en cas de conflits touchant au projet éducatif de l'ensemble scolaire ou découlant de désaccords graves et persistants liés à la vie quotidienne des établissements.

Par ailleurs, au cas où un conflit serait de nature financière où pourrait entraîner des conséquences financières, le chef d'établissement coordinateur et l'autorité de tutelle se concertent avec également le président de l'organisme de gestion.

6) Signature du protocole de coordination :

Le protocole d'accord est signé par les chefs d'établissement concernés et l'autorité de tutelle. Il porte le visa du (ou des) président(s) d' OGEC.

⁽¹⁾ C'est bien cette interprétation qui a été retenue par le statut du chef d'établissement du second degré qui précise, à l'article O1 : "Ce statut est dès applicable aux chefs d'établissement du second degré de l'Enseignement catholique, établissements ouverts en vertu des lois du 15 mars 1850, 19 juillet 1919 et 16 juillet 1971..."

⁽²⁾ Textes relatifs aux contrats, en particulier les modèles de contrats simples ou d'association, statut de l'Enseignement catholique, textes sur les chefs d'établissement des premier et second degrés.

⁽³⁾ Cette gestion de personnels non enseignants, salariés de l'organisme de gestion doit être conforme aux contrats de travail des personnes concernées.

⁽⁴⁾ Dans le cas où il y a plusieurs organismes de gestion, le chef d'établissement coordinateur est invité de plein droit aux réunions des conseils d'administration et bureaux de tous les organismes de gestion de l'ensemble scolaire. Il veille à ne pas s'y substituer à la responsabilité particulière de ses collègues. Chaque chef d'établissement peut être invité, autant que de besoin, aux réunions des conseils d'administration et bureaux des autres organismes de gestion.